

Rapport & communiqué de la Banque Mondiale

Assombrissement des perspectives économiques :

La croissance mondiale redescendra à 2,9 % cette année en raison de l'affaiblissement du commerce et de l'investissement

Il faudrait que les pays émergents et en développement rétablissent des marges de manœuvre macro-budgétaires et stimulent la productivité pour soutenir la croissance

WASHINGTON, 8 janvier 2019 - La croissance économique mondiale devrait fléchir cette année pour passer d'un taux (révisé à la baisse) de 3 % en 2018 à 2,9 % en 2019 dans un contexte d'accentuation des risques de détérioration des perspectives. C'est la conclusion de l'édition de janvier 2019 des *Perspectives pour l'économie mondiale* publiées mardi par la Banque mondiale. Les échanges commerciaux internationaux et l'activité manufacturière mondiale faiblissent, les tensions commerciales restent vives et les marchés financiers exercent de fortes pressions sur certains grands pays émergents.

Selon les *Perspectives*, la croissance devrait tomber à 2 % cette année dans les économies avancées. Dans le même temps, le ralentissement de la demande extérieure, l'accroissement des charges d'emprunt et la persistance de l'incertitude en matière de politiques publiques devraient peser sur les perspectives des marchés émergents et des économies en développement. Dans ce groupe de pays, la croissance économique devrait rester stable cette année, mais à un taux de 4,2 % plus faible que prévu.

On observe une stagnation de la reprise dans les pays exportateurs de produits de base parallèlement au ralentissement de l'activité dans les pays importateurs de ce type de marchandises. En 2019, la croissance ne suffira pas à réduire l'écart de revenus par habitant avec les économies avancées dans environ 35 % des marchés émergents et des économies en développement et dans 60 % des pays confrontés à des situations de fragilité, de conflit et de violence.

Divers facteurs sont susceptibles de freiner davantage l'activité économique. En particulier, une forte hausse des charges d'emprunt pourrait restreindre les entrées de capitaux et ralentir la croissance dans de nombreux marchés émergents et économies en développement. L'augmentation de la dette publique et privée survenue dans le passé pourrait accentuer la vulnérabilité de certains pays aux fluctuations des conditions de financement. De surcroît, l'intensification de tensions commerciales pourrait affaiblir la croissance mondiale et perturber des chaînes de valeur interdépendantes à l'échelle internationale.

« Une croissance économique robuste est essentielle à la réduction de la pauvreté et à la promotion d'une prospérité partagée », déclare Ceyla Pazarbasioglu, vice-présidente des Pôles d'expertise du Groupe de la Banque mondiale pour la croissance équitable, la finance et les institutions. « En raison de l'assombrissement des perspectives économiques mondiales, il sera primordial de renforcer la planification de mesures d'urgence, de faciliter les échanges commerciaux et d'améliorer l'accès aux financements pour traverser la période d'incertitude actuelle et donner un coup de fouet à la croissance ».

Les chapitres analytiques des *Perspectives* abordent plusieurs thèmes d'actualité majeurs :

- ✓ Le secteur informel représente environ 70 % de l'emploi et 30 % du PIB des marchés émergents et des économies en développement. Ces chiffres sont symptomatiques de possibilités non exploitées, car ce secteur est synonyme de faible productivité, de maigres recettes fiscales et de niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité. Il serait possible d'uniformiser les règles du jeu des secteurs formel et informel en allégeant le fardeau fiscal et réglementaire, en facilitant l'accès aux financements, en offrant des services éducatifs et publics de meilleure qualité et en renforçant les systèmes de recettes publiques.

- ✓ ☐ Les facteurs de vulnérabilité vis-à-vis de l'endettement s'aggravent dans les pays à faible revenu. Certes, l'emprunt a permis à de nombreux États de satisfaire d'importants besoins de développement, mais le ratio médian de la dette rapportée au PIB est en hausse dans les pays à faible revenu et la composition de la dette s'est déplacée vers des sources de financement plus coûteuses basées sur le marché. Ces pays devraient axer leurs efforts sur la mobilisation de ressources intérieures, l'amélioration de leurs méthodes de gestion de la dette et de l'investissement et l'élaboration de cadres macro-budgétaires plus résilients.
- ✓ ☐ Le maintien de l'inflation à un niveau historiquement faible et stable n'est pas garanti dans les marchés émergents et les économies en développement. En effet, les pressions cycliques qui ont freiné la hausse des prix au cours de la décennie écoulée se dissipent progressivement. En outre, les facteurs à long terme qui ont contribué au ralentissement de l'inflation durant les 50 dernières années - intégration commerciale et financière mondiale, adoption généralisée de solides cadres de politique monétaire - pourraient s'essouffler, voire s'inverser. Aussi, le maintien de l'inflation mondiale à un faible niveau pourrait-il se révéler difficile.
- ✓ ☐ Les politiques visant à amortir le choc des fluctuations des cours mondiaux des denrées alimentaires peuvent avoir des conséquences imprévues lorsqu'elles sont mises en œuvre sans coordination par de nombreux États. Les interventions des pouvoirs publics peuvent certes apporter un soulagement passager, mais des mesures généralisées sont susceptibles d'exacerber la flambée des prix des produits alimentaires, principalement au détriment des pauvres. Ainsi, les politiques commerciales appliquées durant l'envolée des prix alimentaires de 2010 et 2011 pourraient être responsables de plus du quart de la hausse des cours mondiaux du blé et du maïs. La flambée des prix alimentaires survenue durant ces deux années a précipité dans la pauvreté 8,3 millions d'êtres humains (soit près de 1 % des populations démunies de la planète).

« La formulation de politiques fiscales et sociales destinées à appliquer les mêmes règles dans le secteur formel et le secteur informel ainsi que le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et de la gestion de la dette seront des tâches prioritaires pour les responsables de l'action publique cherchant à relever les défis liés au caractère informel de certaines activités économiques dans les pays en développement », estime Ayhan Kose, directeur du Groupe des perspectives de développement à la Banque mondiale. « Au moment où l'horizon économique s'assombrit, ces tâches revêtent une importance accrue », ajoute-t-il.

Perspectives régionales :

Asie de l'Est et Pacifique : Le rythme de croissance de la région Asie de l'Est et Pacifique demeure l'un des plus élevés des régions en développement. L'expansion économique devrait toutefois fléchir pour descendre à 6 % en 2019 dans l'hypothèse d'une stabilité générale des cours des produits de base, d'une modération de la demande et des échanges internationaux et d'un resserrement progressif des conditions de financement à l'échelle mondiale. En Chine, la croissance devrait tomber à 6,2 % cette année en raison de la poursuite de rééquilibrages intérieurs et extérieurs. Selon les projections, le reste de la région connaîtra une croissance de 5,2 % en 2019, la résilience de la demande compensant les répercussions négatives du ralentissement des exportations. Enfin, on estime que la croissance de l'Indonésie restera stable à 5,2 %, tandis que le rythme d'expansion de l'économie thaïlandaise ralentira en 2019 pour s'établir à 3,8 %.

Europe et Asie centrale : Cette année, les effets persistants de tensions financières en Turquie pèseront sur la croissance de la région, qui marquera le pas pour s'établir à 2,3 %. En Turquie, le taux de croissance devrait descendre à 1,6 % sous l'effet d'une forte inflation, de taux d'intérêt élevés et d'un faible niveau de confiance qui décourageront la consommation et l'investissement. Abstraction faite de la Turquie, la croissance devrait ralentir dans la partie occidentale de la région. Ainsi, le rythme d'expansion de la Pologne devrait tomber à 4 % en raison du fléchissement de la croissance dans la zone euro. Dans la partie orientale de la région, la croissance devrait également fléchir du fait du ralentissement de l'activité en Russie, au Kazakhstan et en Ukraine.

Amérique latine et Caraïbes : La croissance de la région devrait s'accélérer pour atteindre 1,7 % cette année grâce notamment à la reprise de la consommation privée. Le Brésil devrait connaître un rythme d'expansion de 2,2% sous réserve d'une mise en œuvre rapide des réformes budgétaires et à condition que les effets de la reprise de la consommation et de l'investissement l'emportent sur l'impact de la compression des dépenses publiques. Au Mexique, l'incertitude qui pèse sur l'action publique et la persistance de la faiblesse des investissements devraient limiter la croissance à un rythme modéré de 2% malgré la réduction de l'incertitude dans le domaine commercial grâce à l'annonce de l'accord entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Enfin, l'économie argentine devrait se contracter de 1,7 %, car de vigoureux efforts d'assainissement des finances publiques devraient entraîner des pertes d'emplois et une diminution de la consommation et de l'investissement.

Moyen-Orient et Afrique du Nord : Dans cette région, la croissance devrait se renforcer pour atteindre 1,9 % en 2019. En dépit du ralentissement de la croissance des échanges commerciaux mondiaux et du resserrement des conditions de financement externes, des facteurs intérieurs — notamment les réformes des politiques publiques — devraient stimuler l'activité économique. Parmi les pays exportateurs de pétrole, la croissance devrait prendre un peu de vitesse cette année, le groupe des pays membres du Conseil de coopération du Golfe devant connaître une accélération qui portera son taux de croissance de 2 % en 2018 à 2,6 % en 2019. L'économie iranienne, en revanche, devrait se contracter de 3,6 % cette année sous le coup des sanctions. Selon les prévisions, la croissance algérienne s'essouffera pour tomber à 2,3 % du fait de la diminution progressive des effets de l'augmentation des dépenses publiques de l'année dernière. En Égypte, au contraire, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 5,6 % durant l'exercice budgétaire en cours : les réformes visant à améliorer le climat des affaires soutiennent l'investissement tandis que la consommation privée s'accélère.

Asie du Sud : La croissance de la région devrait s'accélérer pour atteindre 7,1 % en 2019 grâce au renforcement de l'investissement et à la vigueur de la consommation. En Inde, selon les prévisions, l'expansion s'intensifiera pour s'établir à 7,3 % durant l'exercice 18-19 du fait du dynamisme de la consommation et de la poursuite de la croissance de l'investissement. Au Bangladesh, la croissance économique devrait tomber à 7 % durant le même exercice, mais l'activité restera soutenue par la vitalité de la consommation privée et les dépenses d'infrastructure. Au Pakistan, la croissance devrait décélérer pour revenir à 3,7 % durant l'exercice 18-19 dans un contexte de resserrement des conditions de financement destiné à freiner l'accélération de l'inflation et à contrer les facteurs de vulnérabilité externes. On prévoit que le Sri Lanka connaîtra une légère accélération de sa croissance, qui s'établira à 4 % en 2019 grâce à la fermeté de la demande intérieure et la stimulation de l'investissement par les projets d'infrastructure. Au Népal, la dynamique enclenchée après le tremblement de terre devrait s'atténuer et la croissance ralentir pour s'établir à 5,9 % durant l'exercice 18-19.

Afrique subsaharienne : Dans cette région, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,4 % en 2019, en supposant une diminution de l'incertitude pesant sur les politiques publiques, l'amélioration de l'investissement dans les grandes économies et la poursuite d'une croissance robuste dans les pays à faible intensité de ressources. Au Nigéria, l'expansion devrait s'intensifier pour atteindre 2,2 % en 2019 sur la base d'une reprise de la production pétrolière et d'un scénario selon lequel une lente amélioration de la demande privée freinera la croissance du secteur industriel non pétrolier. Selon les prévisions, la croissance angolaise atteindra 2,9 % en 2019 grâce à la reprise du secteur pétrolier résultant de l'exploitation de nouveaux champs pétrolifères et de l'amélioration du climat des affaires par la mise en œuvre de réformes. Enfin, en Afrique du Sud, l'expansion économique devrait prendre un peu de vitesse pour afficher un taux de 1,3 % dans un contexte caractérisé par les contraintes pesant sur la demande intérieure et le montant limité des dépenses publiques.

Contacts À Washington :

Mark Felsenthal, bureau : (202) 458-0051, portable : (202) 602-9673, mfelsenthal@worldbank.org

Service audiovisuel : Morgan Graham, bureau : (202) 458-7097, mgraham2@worldbankgroup.org

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site <http://www.worldbank.org/gep>

Rejoignez-nous sur Facebook : <http://www.facebook.com/worldbank>

Suivez notre actualité sur Twitter : <http://www.twitter.com/worldbank>

Retrouvez-nous sur YouTube : <http://www.youtube.com/worldbank>

Perspectives pour l'économie mondiale : Afrique subsaharienne - Le ciel s'assombrit

Janvier 2019

Tendances récentes : Le redressement de l'économie subsaharienne se poursuit, bien qu'à un rythme plus faible. On estime que la croissance dans la région a progressé, passant de 2,6 % en 2017 à 2,7 % en 2018. Toutefois, cette progression est inférieure aux prévisions, en raison en partie des faiblesses observées au Nigéria, en Afrique du Sud et en Angola. La région a été confrontée à un environnement extérieur plus difficile durant l'année qui vient de s'achever, caractérisé par le ralentissement du commerce mondial, le resserrement des conditions de financement et le raffermissement du dollar américain.

La croissance au Nigéria a augmenté à 1,9 %, tandis que la production pétrolière chutait en milieu d'année et l'activité non pétrolière était plombée par l'atonie de la demande de biens de consommation et les différends qui ont perturbé la campagne agricole. En Angola, deuxième plus gros exportateur de pétrole de la région, l'économie s'est contractée de 1,8 %, du fait de la diminution de la production pétrolière. Sortie d'une récession technique au second semestre 2018, l'économie sud-africaine a progressé de 0,9 %, grâce en partie à l'amélioration de la situation dans le secteur agricole et dans l'industrie manufacturière. Cependant, elle continue d'afficher une croissance tenue, les difficultés de l'industrie extractive et l'atonie du secteur de la construction ayant été accentuées par l'incertitude des politiques et le manque de confiance des entreprises.

Les économies de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont tiré profit de l'augmentation de la production pétrolière et de la bonne tenue des prix du pétrole durant la grande majorité de l'année 2018. Soutenue par la production agricole, les services, la consommation des ménages et l'investissement public, l'activité économique dans les pays pauvres en ressources naturelles a été robuste. Plusieurs pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine — notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal — ont enregistré un taux de croissance de 6 % ou plus.

Partout dans la région, il est devenu plus difficile de financer la balance des paiements dans un contexte marqué par le renchérissement des coûts des emprunts extérieurs et l'affaiblissement des flux de capitaux. Les monnaies de la région ont perdu de la valeur alors que le dollar américain s'appréciait et l'attrait des investisseurs pour les marchés émergents diminuait.

Perspectives : La croissance dans la région devrait se renforcer à 3,4 % en 2019, à la faveur de la diminution des incertitudes autour des politiques publiques et de l'accroissement des investissements dans les grandes économies, ainsi que de la poursuite d'une croissance robuste dans les pays pauvres en ressources naturelles. La croissance par habitant devrait rester largement inférieure à la moyenne à long terme dans de nombreux pays, et contribuer dans une faible mesure à la réduction de la pauvreté.

La croissance au Nigéria devrait atteindre 2,2 % en 2019, dans l'hypothèse que la production pétrolière redémarre et qu'une lente amélioration de la demande privée freine le développement des industries non pétrolières. Tablant sur l'entrée en production de nouveaux champs pétrolifères qui devraient favoriser la reprise dans le secteur pétrolier, et sur la poursuite des réformes qui stimulent la conjoncture économique, les prévisions pour l'Angola font état d'un taux de croissance de 2,9 % en 2019. L'Afrique du Sud devrait voir sa croissance bondir légèrement à 1,3 %, dans un contexte marqué par les contraintes qui pèsent sur la demande intérieure et par la réduction des dépenses publiques. Poussée par l'augmentation de la production pétrolière et une hausse de la demande intérieure consécutive à l'assouplissement des mesures d'austérité budgétaire, l'activité économique devrait s'accélérer pour atteindre un taux de 3 % dans les pays de la CEMAC. On devrait observer un léger rebond de la croissance chez les exportateurs de métaux, soutenu en partie par une plus forte activité minière. Dans les pays pauvres en ressources naturelles, l'investissement public et une production agricole abondante devraient favoriser le maintien d'une activité robuste. La croissance devrait ralentir en Côte d'Ivoire, à 7,3 %, rebondir au Kenya à 5,8 % et s'envoler en Tanzanie à 6,8 %.

Risques : La balance des risques penche négativement sur les perspectives régionales. Une croissance plus lente que prévu dans la zone euro et en Chine devrait avoir des répercussions négatives sur la région, qui se manifesterait par une baisse de la demande d'exportations et une diminution des investissements. Les producteurs de métaux de la région seraient probablement durement touchés par l'escalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire des pays avancés pourrait se traduire par de fortes réductions des apports de capitaux, le renchérissement des coûts de financement et de brusques dépréciations des taux de change. La dépendance accrue à l'égard des emprunts en devises a accru les risques de refinancement et la vulnérabilité aux fluctuations des taux de change dans les pays débiteurs.

Les risques intérieurs, en particulier, restent élevés. L'incertitude politique et l'affaiblissement concomitant des réformes économiques pourraient continuer à peser sur les perspectives de nombreux pays. Là où se dérouleront des élections en 2019 (p. ex. Malawi, Mozambique, Nigéria, Afrique du Sud), des considérations de politique intérieure pourraient remettre en cause les engagements nécessaires pour s'attaquer aux déficits budgétaires ou mettre en œuvre les réformes structurelles, particulièrement si le niveau de la dette publique est élevé et augmente.